



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/07/2022

Reçu en préfecture le 11/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220705-2022_42-DE

DÉLIBÉRATION

2022/42

ADHESION DES COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS AU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DISCRIMINATION, HARCELEMENT ET AGISSEMENTS SEXISTES ET TARIFICATION POUR LES COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS NON CONTRIBUTAIRES DE LA COTISATION ADDITIONNELLE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 5 Juillet 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Claude DUHAMEL, Maire de MONT-BERNANCHON – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.

Etaient absents ou excusés : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUHCINSKI, Conseiller Départemental – Mme Denise BOCQUILLET, Conseillère Départementale.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 modifié, relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la Fonction Publique qui précise les conditions d'application de l'article 6 quater A de la loi 83-634 susvisée;

Vu la délibération n°2021-32 autorisant le Président du Centre de Gestion du Pas-de-Calais à lancer le marché pour le dispositif susvisé, à signer la convention de groupement de commandes avec les centres de gestion de l'Oise et de la Somme et à émettre les mandats correspondants;

Vu la convention de groupement de commandes signée par les 3 Présidents des Centres de Gestion (Pas-de-Calais, Somme et Oise) en date du 20 juillet 2021 ;

Vu la délibération n°2022-16 du 15 mars 2022 attribuant ledit marché à Signalement.net pour le lot 1 et Allodiscrim pour le lot 2 ;

Le Président rappelle que l'article L. 315-6 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP) dispose que les administrations, collectivités et établissements publics mentionnés mettent en place, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés ainsi que ceux des témoins de tels agissements et que, conformément à l'article 2 du décret 2002-256 précité, le Centre de Gestion a passé un marché de manière à externaliser le service rendu aux collectivités qui lui en font la demande.

Il ajoute qu'il convient à présent :

- de passer convention avec les collectivités et établissements publics du Pas-de-Calais souhaitant adhérer au dispositif, conformément au modèle de convention et de certificat d'adhésion proposés en annexe à la présente de délibération ;
- de fixer la tarification pour la plateforme de recueil de signalement pour les collectivités ou établissements non affiliés et/ou non contribuaires de la cotisation additionnelle du CdG62 au prorata du nombre d'agents couverts par le dispositif à l'échelle départementale soit :

$$\frac{\text{Coût annuel facturé au CdG62} \times \text{Nombre d'agents de la collectivité au 31 décembre de l'année N-1}}{\text{Nombre total d'agents couverts par le dispositif au 27 mars N}}$$

Le service étant inclus dans la cotisation additionnelle pour les collectivités et établissements publics qui en sont contribuaires.

- d'adhérer au dispositif en tant qu'employeur, au bénéfice des agents du Centre de Gestion.

Il demande au Conseil d'Administration :

- d'approuver les modèles de convention et de certificat d'adhésion ;
- de l'autoriser à signer la convention et le certificat d'adhésion avec les collectivités et établissements publics qui en font la demande ;
- de l'autoriser à émettre les mandats correspondants ;
- de l'autoriser à signer la convention et le certificat d'adhésion au titre du Centre de Gestion.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *APPROUVE* les modèles de convention et de certificat d'adhésion ;
- *AUTORISE* le Président à signer les conventions avec les collectivités et établissements publics en faisant la demande ;

- *AUTORISE* le Président à émettre les mandats correspondants,
- *AUTORISE* le Président du CdG62 à signer la convention au bénéfice des agents du Centre de Gestion.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 5 juillet 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY